# CONFERENCE SUR LA CRISE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Anvers 15-16 janvier 1999

**Université d'Anvers**
**Middelheimlaan 1**
**2020 Anvers**
**bâtiment A, local A224**

**PROGRAMME**

*Vendredi le 15 janvier 1999*

9.30: Accueil et présentation de la Conférence
10.00: Première session. Causes internes et externes de la crise
Modérateur: Ngefa

11.15: Pause café
11.30: Suite de la première session
13.00: Déjeuner
14.00: Deuxième session. Voies d'issue, aspects substantiels
Modérateur: Nzongola

15.15: Pause café
15.30: Suite de la deuxième session
16.45: Synthèse des travaux de la journée
Rapporteur: Lukiana
17.15: Verre d'amitié

Samedi 16 janvier 1999

9.30: Troisième session. Voies d'issue, aspects stratégiques
Modérateur: Nlandu

11.00: Pause café
11.15: Suite de la troisième session
13.00: Déjeuner
14.00: Quatrième session. Mesures opérationnelles.
Modérateur: Kambale

15.15: Pause café
15.30: Suite de la quatrième session
16.45: Synthèse des travaux de la journée
Rapporteur: Badidike

17.15: Synthèse générale et perspectives
Rapporteur: Kirhero

## 2. MOT D' INTRODUCTION DU Prof. F. REYNTJENS

Chers participants,

Je voudrais tout d'abord adresser mes remerciements aux Bailleurs de fonds de la présente rencontre et particulièrement Développement et Paix (Canada), NCOS (Belgique), VECO (Belgique) et IFES (USA) et tous les autres bailleurs qui interviennent pour d'autres initiatives dans le cadre de la Campagne pour la paix au Congo.

Je voudrais aussi remercier les co-organisateurs de cette conférence: Baudouin Hamuli, Guillaume Ngefa, Georges Nzongola, Emmanuel Lubala, et ceux ayant contribué à la logistique: Secrétariat de l'Institut de Politique et de Gestion du Développement, collaborateurs du Centre d'Etude de la Région des Grands Lacs d'Afrique. J'adresse une mention spéciale au Ministre belge des Affaires étrangères dont le Cabinet a tout fait pour faciliter la délivrance des visa pour ceux qui en avaient besoin pour arriver en Belgique.

Enfin, à vous tous, venus de près pour certains, de loin pour la plupart. Je sais que vous prenez également un certain risque, comme cela est toujours le cas pour ceux qui s'expriment, s'activent autour d'un dossier difficile et important. Ceux qui ne font rien ne prennent, évidemment aucun risque. Mais en s'abstenant, ils ne contribuent certainement pas à l'avenir de leur pays, confronté à une crise qu'il faut bien qualifier d'existentielle.

L'idée d'organiser cette rencontre est née d'un constat : depuis le début de la nouvelle guerre, les Congolais sont pratiquement absents du débat concernant leur propre avenir. Des acteurs régionaux et étrangers à la région s'affairent autour de ce dossier, se rencontrent à Durban, Victoria Falls, Lusaka, et Addis-Abeba, mais tout cela se fait largement au-dessus de la tête des Congolais, pourtant premiers concernés. Nous avons pensé que si l'on parvenait à restituer, ne fût ce qu'en partie, au Congolais la propriété («ownership») de ce dossier, on constaterait peut-être qu'entre Congolais un large consensus se dégagerait, ce qui à son tour contribuerait à sortir de la crise.

Cela dit, et il faut être très clair à ce sujet, cette rencontre ne constitue en rien une négociation politique, qui dépasse évidemment très largement le cadre universitaire dans lequel nous nous trouvons. Il s'agit de deux journées de réflexion, qui pourraient peut-être aider ceux qui, un jour, seront appelés à négocier une issue politique et à mener le processus de transition, mais qui en soi n'ont rien de politique et n'ont pas cette ambition. D'ailleurs, quelques repères organisationnels le reflètent:

-Puisque nous avons voulu privilégier le dialogue, le nombre des participants est limité. Nous savons que cela a engendré des frustrations parmi ceux que nous n'avons pas associés, même si de nombreuses personnes absentes aujourd'hui ont les qualités qui auraient pu éclairer davantage nos débats. Mais il fallait éviter des situations d'auditoire où l'on écoute des discours. Déjà maintenant nous sommes plus nombreux que le nombre initialement projeté. Expliquez cela à ceux et celles que vous connaissez et qui se sentent un peu exclu d'un processus auquel ils auraient voulu participer.

-Puisque nous désirons être opérationnels et non pas écouter des discours, nous n'avons pas programmé des exposés introductifs. Nous sommes en effet convaincus que tous les participants connaissent bien les données du dossier. Nous allons dès lors immédiatement entrer dans le vif du sujet, en nous organisant en quatre demi-journées.

-Le rôle de modérateurs et des rapporteurs sera ici essentiel et crucial. Les modérateurs devront structurer les séances et surtout permettre au plus grand nombre possible de s'exprimer, ce qui veut dire notamment que le temps de la parole des intervenants est limité. Les rapporteurs feront le point en fin de journée et à la fin de la conférence. Leur synthèse sera essentiellement utile en vue de la rédaction, si nous décidons ensemble d'y procéder, d'un éventuel document final.
-Nous ne pensons pas en termes de représentation institutionnelle, ce qui veut dire que tout le monde parle en son nom personnel et n'engage aucune institution ou organisation, qui ne sont dès lors pas tenues par ce qui est dit ici aujourd'hui et demain. Pour être plus clair: afin de garantir la liberté de parole de chacun, nous appliquerons ce qu'on appelle le «Chatham House Rule», ce qui signifie que ce que disent les participants ne pourra jamais être utilisé contre eux. Si nous ne pensons pas en termes de représentation institutionnelle, nous avons veillé à ce que le plus large éventail de sensibilités soit autour de cette table.
-Il va de soi que le respect de l'autre et de ses opinions est un ingrédient essentiel pour la réussite d'une rencontre comme celle-ci. Nous ne sommes pas ici pour faire des procès d'hommes ou de femmes, politiques ou autre, mais pour réfléchir sur des structures, des pratiques et des institutions, la culture politique et sociale, l'état et la nation : tout cela dépasse de loin des individus, qui à un moment donné de l'histoire se trouvent être des acteurs.
Ayant suivi les travaux de la société civile congolaise aujourd'hui et hier, je suis confiant quant aux résultats de nos réflexions.
-Un dernier point mérite d'être souligné, puisque des rumeurs ont circulé à ce sujet. Les initiateurs de cette rencontre sont partis sans idées préconçues sur l'issu des travaux. Nous n'avons préjugé de rien et nous n'avons aucun agenda, si ce n'est celui que j'ai mentionné lorsque j'évoquais les objectifs: permettre aux congolais de reprendre possession du débat sur leur avenir. Je crois par ailleurs que la composition très hétérogène et très large de la liste des participants est le meilleur gage de l'honnêteté de nos intentions.

Je vous souhaite une rencontre fructueuse, respectueuse des autres et constructive. S'il y a le moindre problème pratique, adressez-vous à Me Lubala, à Mr Kennes et à moi-même.

## 3. RAPPORT SYNTHESE DES TRAVAUX

La conférence sur le Congo, organisée dans le contexte actuel de la guerre qui secoue la sous région des grands lacs de l'Afrique, a débuté ses travaux le vendredi 15 /1 /99 à 9 H 45 dans l'enceinte de l'Université d'Anvers.
L'accueil et la présentation de ces assises ont été effectués par le professeur Filip Reyntjens de la RUCA. Après la présentation des participants, et un bref échange sur la méthode de travail, les travaux se sont déroulés en quatre temps :

## A. Echange sur les causes internes et externes de la guerre actuelle.

Modérateur: Mr Guillaume Ngefa
Rapporteur: Mme Marie-Ange Lukiana

Dans un premier temps, les participants se sont penchés sur les causes de la crise. Ils ont saisi l'espace de dialogue qui leur était offert pour analyser la situation de guerre en RDC ainsi que la souffrance de la population qui en découle.
En résumé, il s'avère que les causes sont structurelles et conjoncturelles. Elles sont également internes et externes. Elles ont une dimension politique, sécuritaire, socio-économique et éthno-démographique.
La situation actuelle au Congo est une sorte de mélange de trois guerres sur le territoire congolais : celle des rebelles congolais ayant une dimension nationale, celle de recomposition géopolitique et de prestige sous-tendue par les pays voisins le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi mais aussi de l'Angola, le Zimbabwe, et enfin celle de résistance de la population qui refuse la domination étrangère.

### 1: Causes internes

Les participants ont été unanimes à reconnaître que les causes internes sont importantes dans cette guerre complexe. Il s'agit de :

-*Absence de pouvoir démocratique.*

Ceci est caractérisé par :
-l'établissement, au Congo, d'un parti unique de fait à l'instar du MPR ;
-le non respect des libertés fondamentales;
-le manque de justice aussi bien légale que distributive;
-le manque de la capitalisation des résolutions de la CNS;
-le manque de dialogue interne et exclusion des autres acteurs politiques et sociaux sur fond de victoire militaire mal gérée par Kabila.
-la gestion autoritaire et tribale du pouvoir.

-*Faillite de l'Etat congolais*

Ceci est caractérisé par :
-la faiblesse et déliquescence des structures étatiques

-l'absence de qualité de l'état , absence d'économie, manque de maîtrise des frontières, inefficacité totale de l'administration publique;

-extrême faiblesse de l'armée, composition très diversifiée et commandement confus au sein de l'armée entraînant des manipulations diverses et un manque total d'efficacité;

-*La question de la nationalité des Banyamulenge et des Banyarwanda du Kivu :*

Le problème de nationalité des Tutsi et Hutu congolais n'a jamais été effectivement réglé par les différents régimes qui se sont succédés au Congo. Malheureusement, l'attitude de ces populations et leurs rapports avec le régime du Rwanda ont été tels que cette question de nationalité a suscité beaucoup de passion. Il est de plus en plus à craindre que les Banyamulenge, notamment, ne soient instrumentalisés par les régimes du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda au point qu'ils soient toujours au centre des guerres continuelles ; ce qui rend la question de la nationalité beaucoup plus ambiguë.

-*Paupérisation généralisée de la population.*

Elle entraîne:
-la faiblesse de l'opinion intérieure ,
-le manque de pression suffisante ,
-manque d'organismes de contre pouvoir puissants ,
-faiblesse de la société civile intérieure ,
-la sous information et la désinformation de la population.

**2.Causes externes**

-*Les visées hégémoniques des gouvernements ougandais, rwandais et burundais pour la conquête d'espaces vitaux et la ponction des richesses au Congo:*
Ceci est caractérisée par la présence des troupes du Rwanda et de l'Ouganda sur le territoire congolais à plus de 1000 Km de leurs frontières, par les manipulations politiques… Il y a aussi le désir exprimé maintes fois par les autorités rwandaises d'organiser Berlin II pour la révision des frontières héritées de la colonisation.

-*La question de la sécurité aux frontières entre le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda et l'Est du Congo:*
Les pays voisins, estimant que leur sécurité est menacée par leurs rebellions internes opérant à partir du territoire congolais, ont envoyé leurs troupes au Congo, dans les rangs de la rébellion du RCD pour soutenir ce dernier dans sa guerre contre le gouvernement de Kabila.
La présence de ces troupes étrangères est une exportation des conflits internes des pays voisins au Congo; ce qui entraîne une grave crise humanitaire, sociale et économique dont les principales victimes sont les populations locales.

Il faut craindre la transformation des provinces de l'Est en une zone tampon pour les pays voisins; ce qui favorise la multiplicité des groupes et milices armées. Ceci entraîne:
-l'exploitation de la dimension ethnique et l'instrumentalisation banyamulenge;
-la culture de la rébellion et de la violence dans la sous région avec comme corollaire les phénomènes de «soldats sans frontière», «milicianisation» de la société, importance croissante des militaires dans la gestion de la chose politique, et l'exploitation néfaste des jeunes sans avenir dans la sous-région.

-*Poursuite des intérêts économiques et existence des mafia politico- financières* dans la sous région où des prédateurs exploitent rentes et pillages organisés.

-*Problèmes de gouvernance et d'exclusion au Rwanda:*

Caractérisés par:
-des flux migratoires désordonnés au Kivu qui constituent et alimentent des foyers de tension;
-la difficulté de résoudre les problèmes des interahamwe , ex-FAR et les autres populations hutu rwandais bloqués au Congo.

-*Problème de leadership et de confrontation entre puissances étrangères et locales* pour étendre la zone d'influence. C'est le cas d'une part entre les USA et la France, et d'autre part entre l'Angola, le Zimbabwe et l'Ouganda

-*La désinformation et la sous-information des milieux internationaux:*

Ceci entraîne :
-le manque de maîtrise de la situation ;
-le désintéressement;
-la mauvaise appréciation des réalités;
-l'amplification des parti-pris.

-*Le manque d'application rigoureuse des instruments juridiques internationaux* traduit notamment par:

-la mauvaise gestion des réfugiés rwandais demeurés armés;
-le manque de condamnation formelle de l'agression de la RDC perpétrée par le Rwanda et-l'Ouganda à l'instar de l'invasion de l'Irak au Koweit.

**B.Voies d'issue**

Modérateur: Prof. Nzongola Ntalaja
Rapporteur: Mme Marie-Ange Lukiana

Après les échanges sur les causes, les participants ont abordé des discussions sur les voies d'issue en partant des aspects substantiels provenant du premier débat:

**1. Sur la question de la faillite de l'Etat.**

Comment construire un Etat minimal, organiser la transition, garantir les droits humains?
Les voies d'issue identifiées sont:
-la mise en application d'un plan de paix comprenant : un accord de cessez-le-feu, le déploiement d'une force internationale, le retrait de toutes les forces étrangères et le dialogue politique entre congolais;
-doter le pays d'un Etat réel et fort, ayant des dirigeants responsables;
-le renforcement et professionnalisation de l'armée nationale, constituée d'éléments bien formés, motivés et capables de garantir la sécurité des frontières et protéger tous les citoyens à quelque ethnie qu'ils appartiennent.

-le renforcement de l'administration territoriale, avec notamment l'aide des institutions et coopération internationale qui accepterait d'appuyer sur base de confiance liée entre autre à l'élargissement de la base politique;

-mettre fin à l'arbitraire et au pouvoir personnalisé en organisant une période de transition basée sur un cadre consensuel d'organisation et d'encadrement du pouvoir . Etant entendu que les actes de la CNS sont un point de référence important pour l'avenir du pays.

**2. Sur la question des acteurs de la crise:**

**Voies d'issue**:

-*dialoguer avec tous les Congolais du dedans et du dehors*:
impliquer la rébellion dans la recherche des solutions comme composante de l'opposition interne

- *dialoguer avec les pays impliqués dans la guerre.*

**3. Sur la question des élections:**

**Voie d'issue**:

-*mettre l'accent sur les élections locales*
pour réduire dans le contexte actuel une forte compétition qui porte les germes de conflits
pour réduire les tensions dans les parties du pays qui posent des problèmes de nationalité

Toutefois, le manque de recensement général et d'autres préalables nécessite d'organiser une période de transition avant les élections.

Sur la question de la nationalité des Banyamulenge et des autres Banyarwanda du Kivu:

**Voies d'issues**:

- *nécessité d'amélioration de la cohabitation* et des liens entre les personnes et les familles au niveau local par l'organisation d'une conférence régionale pour vider le problème de ces communautés, en exploitant également les mécanismes coutumiers;

- *confirmer leur nationalité* tout en veillant à leur identification effectuée grâce à leur concours;

- *rechercher des solutions durables aux problèmes de minorités* en créant un ombudsman pouvant veiller à l'égalité des droits et obligations de tous les groupes ethniques et autres ( religieux... )

- *mener des vastes campagnes de sensibilisation pour l'intégration* sociale;

- *créer des occasions d'échanges et de dialogue* pour faire renaître la confiance et la sécurité mutuelle ;

-*faire obstacle à l'instrumentalisation, par des acteurs internes ou externes, des communautés locales;*

**5. S'agissant du renforcement de la société civile:**

Les préoccupations majeures devraient être:

-d'éviter les manipulations de la population où elle ne trouve pas son compte,

-d'éviter également que cette population soit victime ( massacres, pauvreté ...) de l'arbitraire et des enjeux dont elle ne connaît ni les tenants ni les aboutissants.

Voies d'issue:

-*renforcement de la société civile en vue de l'émergence d'une opinion intérieure forte et des organismes de contre-pouvoir réel.*

- Amener la société civile à jouer un rôle important comme celui de la médiation entre les parties au conflit en constituant une commission des bons offices.

-Pourvoir à une formation permanente des membres de la société civile en vue de les doter d'outils nécessaires pour jouer efficacement leur rôle. L'expertise du Centre d'études de la région des grands lacs de l'université d'Anvers, et des autres institutions spécialisées pourraient être très appréciables dans ce domaine.

**6.Concernant les problèmes de sécurité, d'éparpillement des bandes armées, de conflits et d'instabilité dans la sous région**:

Les rébellions des pays limitrophes de la RDC se déploient dans la sous région avec impact négatif sur tous les pays.

**Voies d'issue**:

-désenclavement du Kivu par rapport au reste du pays en vue de soustraire ce territoire aux tentations colonisatrices des pays de la sous région;

-promouvoir le dialogue interne au Rwanda , au Burundi et en Ouganda;

-promouvoir la démocratisation de tous les pays de la sous région ;

-favoriser la concertation entre les animateurs de la société civile des pays de la sous-région;

-créer des créneaux de réinsertion sociale des mineurs démilitarisés.

**7. Concernant le rôle de la communauté internationale.**

**Voies d'issue**:

-*Régler la question des réfugiés hutu* (désarmement, rapatriement, encadrement..)

-*Appliquer rigoureusement les instruments juridiques* internationaux;

-*Contribuer efficacement à promouvoir la démocratisation des pays* de la sous-région ainsi que la réhabilitation de l'Etat en RDC.
-*Effort de recherche d'une information fiable*

**C. Mesures opérationnelles relatives aux conditions et possibilités de mettre fin à la crise.**

Modérateurs: Thierry Nlandu et Pascal Kambale
Rapporteur: Jean-Pierre Badidike

**1. Aspects stratégiques des voies d'issues**

Partant des aspects «théoriques» abordés précédemment, les participants ont centré leur discussion sur deux points, à savoir le rôle que peut jouer la société civile ainsi qu'à l'élaboration d'un plan de paix.

**1°)** ***Du rôle de la société civile***

La société civile est invitée à jouer un rôle majeur pour trouver une solution négociée à la crise. Il s'agit de s'impliquer activement dans la médiation entre les parties en conflit. Cette médiation consiste en une participation aux négociations politiques projetées comme observateur et mener auprès des parties en conflits des missions de «*bons offices*» pour aussi bien faire entendre la volonté réelle des populations (pour la sauvegarde de ses intérêts), et consolider la paix effective.

La médiation de la société civile porte sur les registres de la paix et la démocratie en résistant contre toutes les tentatives d'arracher le pouvoir au peuple. Des noyaux de contacts avec toutes les parties en conflit peuvent être montés aux fins de faciliter les négociations et éclairer l'opinion nationale et internationale sur les intérêts des populations, en créant des espaces de confiance et de dialogue sans jamais sacrifier l'essentiel à savoir les droits de l'homme et la souveraineté du peuple. Cette mission de médiation s'étend aussi bien sur la période de la guerre que celle de l'après-guerre.

Pendant la guerre, la société civile doit mener une vaste campagne pour la paix, en vue de mettre fin à la guerre et protéger les populations civiles contre les dérapages des militaires et les autres conséquences des affrontements armés. Après la guerre, la société civile devrait jouer le rôle de «watch dog» ou rôle de surveillance, voire de contre poids pour garantir la dynamique du processus de démocratisation.

Cependant certaines difficultés peuvent compromettre le bon accomplissement de cette mission, notamment:

-la partialité et l'esprit d'exclusion;

-la division ou la discrimination au sein de la société civile;

-la récupération des actions de la société civile par les acteurs politiques;

-le manque de volonté politique des belligérants;

-les intérêts (agendas cachés) des alliés des belligérants;

-la partition de la société civile en fonction des zones contrôlées par les belligérants;

-le pessimisme, la résignation, et la faiblesse des analyses.

***2°) Du plan de paix***

Le peuple congolais dans son ensemble aspire profondément à la cessation des hostilités et l'instauration d'une paix durable. Pour sortir de la crise, les éléments suivants doivent être pris en compte :
-Conférence Internationale sous l'égide de la SADC portant sur l'urgence de mettre fin à la guerre,
-Signature d'un cessez-le-feu,

-Déploiement d'une force d'interposition sous le commandement de l'ONU,
-Retrait des troupes étrangères,

-Dialogue politique entre Congolais sous forme de table ronde réunissant le pouvoir en place, la rébellion, les partis politiques majeurs, les groupes religieux majeurs, la société civile (syndicats, entreprises, associations de développement, groupes féminins, groupes des droits de l'homme, corporations, diaspora, etc.).
La mission de la table ronde sera de définir la durée et le cadre juridique de la transition en tenant compte des acquis de la CNS. Elle débouchera sur la constitution de deux commissions spéciales, une commission constitutionnelle et une commission électorale indépendante.

La réussite d'une telle conférence est fonction de plusieurs paramètres:
-Limitation du nombre des participants;
-Désignation par la SADC d'une *commission politique* travaillant en collaboration avec l'OUA et l'ONU. Cette commission aura entre autres pour tâche d'identifier les participants ;
-Mise sur pied d'un groupe d'experts congolais devant assister la commission politique.

**2. Mesures opérationnelles**.

Pour la mise en œuvre des voies d'issue définies ci-haut, la conférence a arrêté les mesures opérationnelles suivantes:

1.Le lancement d'une campagne d'explication et de sensibilisation dans certaines capitales du monde d'où peuvent provenir des influences sur la crise actuelle du Congo.

Les axes de cette campagne ont été tracées et les personnes qui doivent l'exécuter ont été désignées lors des concertations de Kinshasa qui ont précédé la conférence.
Celle-ci a néanmoins décidé:

-d'élargir certaines équipes avec la participation des membres de société civile de la diaspora

-d'étendre la campagne aux pays africains qui sont directement impliqués dans la guerre au Congo ( Rwanda, Ouganda, Burundi, Tchad, Zimbabwe, Angola)

-de renforcer la sensibilisation auprès des organisations internationales ( ONU, OUA, UE ) et particulièrement auprès de la SADC. Cette tâche sera confiée à une équipe spéciale dirigée par le Prof. Nzongola Ntalaja.

La campagne devra débuter par une conférence de presse qui sera tenue à Bruxelles en date du 18 janvier 1999.

2. La mise en place de cellules d'information et de contact pour rester le plus proche possible des acteurs internes et externes de la crise d'une part, et de la population d'autre part.Trois (3) cellules devront être fonctionnelles avant la fin du mois de février 1999:

-à l'Ouest du pays (dans les territoires sous contrôle gouvernemental);

-à l'Est du pays ( dans les territoire sous contrôle de la rébellion);

-au niveau international.

3. La reproduction, la diffusion et la conservation des documents pertinents de la Conférence Nationale Souveraine (CNS) à l'exclusion de ceux qui peuvent être source de polémiques stériles.

4. Un comité de suivi a été mis en place. Il est constitué de toutes les personnes qui ont organisé la Conférence, en l'occurrence Messieurs Hamuli Baudouin, Lubala Emmanuel, Nzongola Ntalaja, Ngefa Guillaume, Filip Reyntjens et Jules Devos.

**5. LISTE DES PARTICIPANTS**.

Akouété Akakpo-Vidah, CIDPDD, Montréal (Canada);

Ba Hassan, Synergie Africa, Genève (Suisse)

Badidika Mulamba Jean-Pierre, Justice et Libération, Kisangani (RDC)

Bagenda Balagizi Patient, Comité Anti-Bwaki, Sud Kivu (RDC)

Batabiha Bushoki, GEAD/CPP, Goma (RDC)

Bazeye Mbela Nestor, ADECOM/CNONGD, Kinshasa (RDC)

Blais Serge, DVP, Montréal (Canada)

Bekofe Bootololo Jean-Freddy, ECC, Kinshasa (RDC)

Cishambo Marcellin, Forum Inter-Régional, Bruxelles (Belgique)

Dunia Runyenzi P.D.H. / Avocat, Goma (RDC)

Devos Jules, REC, Bruxelles (RDC)

Goyvaerts Didier, VUB/UIA (Belgique);

Hamuli Kabarhuza Baudouin, CNONGD, Kinshasa (RDC);

Kabundi Marcel, FIAAF, Montréal (Canada);

Kadari Mwene Kabyana, INFO-CONGO, Montréal (Canada);

Kalonji Mujinga Anne, FCDD, Kinshasa (RDC);

Kambale Kalume Pascal , ASADHO, Boston (USA);

Kambi Patrice,UDPS, Antwerpen (Belgique);

Kapambwe Nyombo Marcel , CEPC/CRONGD/Katanga (RDC);

Kayira Bisenga Tharcisse, ADEPAE/IRC, Bukavu (RDC);

Kennes Erik, RUCA-COL, Anvers (Belgique);

Kirhero Nsibula Arsène, IRED/Grands-Lacs, Bukavu (RDC);

Kambi Patrice,UDPS, Antwerpen (Belgique);

Lada Mario, Solidarité Internationale des Travailleurs Nord-Sud / F.G.T.B,Bruxelles (Belgique);

Lefèvre Michelle, CNCD, Bruxelles (Belgique);

Lemarchand René, University of Florida, Gainesville, (USA);

Lubala Mugisho Emmanuel, Héritiers de la Justice, Zellik (Belgique);

Lukanda Bertin, CRONGD/Maniema, Kindu (RDC);

Lukiana Mufwankolo Dialukupa Marie-Ange, UNAF, Kinshasa, (RDC) ;

Lokuta Lyengo Bruno, la Voix des Sans Voix, Haarlem (Netherland);
Malu-Malu Appolinaire, Université Catholique du Graben, Butembo (RDC);
Minani Bihuzo Rigobert, Groupe Jérémie, Kinshasa (RDC);
Mudumbi Joseph , RCD, Goma (RDC);

Mukanirwa Tshipampu Jeanine, PAIF, Goma (RDC);

Mukulungu Zalimba Benjamin, SYECO/ST-SC, Kinshasa (RDC);

Mwila Kayembe ,Toges Noires, Kinshasa (RDC);

Ngefa Guillaume, ASADHO, c/o C.I.J., Genève (Suisse);

Nlandu Mayamba Thierry, Groupe AMOS, Kinshasa (RDC);

Nsapu Mukulu Paul, Ligues des Electeurs, Kinshasa (RDC);

Nsimba Mwando Charles, Ancien Ministre congolais, Bruxelles (Belgique);

Nzongola-Ntalaja Georges, Howard University, Washington DC (USA);

Omekongo Kitoko, Haki za Binadamu Maniema, Lyon (France);

Overeem Pauline, NOVIB, La Haye (Hollande);

Pichal Betsy, NCOS, Bruxelles (Belgique);

Ploquin Jean-François, COSI/RFC, Lyon (France);

Reyntjens Filip, RUCA/ULB, Anvers (Belgique);

Sachane Jérôme, ACCORD, Durban (South Africa);

Thambwe Mwamba, RCD, Goma (RDC);

Weeks Willet, USAID, Kinshasa (RDC);

Weiss Herbert, University of Columbia, New-York (USA);

Willame Jean-Claude, Institut Africain-CEDAF/UCL, Louvain (Belgique).